

**UNION DES COMORES**  
*Unité – Solidarité - Développement*



Discours de Son Excellence, Monsieur AZALI Assoumani,  
Président de l'Union des Comores, à la 73<sup>ème</sup> Session Ordinaire  
de l'Assemblée Générale des Nations Unies

**Madame la Présidente,  
Monsieur le Secrétaire Général,  
Majestés, Altesses, Excellences,  
Mesdames et Messieurs**

Je souhaite, tout d'abord, vous adresser mes chaleureuses félicitations pour votre brillante élection à la présidence de la 73<sup>ème</sup> session de l'Assemblée Générale des Nations Unies.

Quatrième femme à être élue à la tête de cette auguste assemblée, c'est un pas de plus vers une meilleure représentation des femmes au sein de notre institution et, je suis convaincu que l'envergure de votre solide expérience sera mise au profit du bon déroulement des travaux et permettra d'insuffler l'énergie nécessaire afin de mieux progresser vers nos objectifs.

J'en suis d'autant plus ravi que mon gouvernement a fait de la promotion de la femme une de ses priorités.

C'est aussi l'occasion de féliciter et remercier votre prédécesseur, S.E. M. Miroslav Lajčák, pour l'accomplissement de son mandat, pour lequel il mérite toute la reconnaissance de ma délégation et moi-même, pour son investissement remarquable, durant la 72<sup>ème</sup> session.

**Madame la Présidente,  
Monsieur le Secrétaire Général,  
Majestés, Altesses, Excellences,  
Mesdames et Messieurs**

Cette année 2018 aura été le théâtre de bouleversements, de transitions, de changements et de troubles multiples, de nature diverse, face auxquels nous devons continuer à nous montrer combatifs et unis.

Qu'ils soient d'origine climatique, économique, sociale, politique, migratoire, sanitaire ou autres, ces événements doivent davantage mobiliser la communauté internationale qui doit se révéler plus solidaire que jamais, plus engagée que jamais et plus déterminée que jamais.

Le contexte international actuel est de plus en plus exigeant et demande une réactivité presque immédiate. L'implication de nous tous est, de ce fait, nécessaire, conscients que toutes ces situations peuvent compromettre la paix et la stabilité. C'est cela qui consacrera à l'ONU, et de façon réelle, son universalité.

**Madame la Présidente,  
Honorable assistance,**

Le thème choisi pour cette 73<sup>ème</sup> session "*Faire de l'Onu une Organisation pour tous: une force mondiale fondée sur des responsabilités partagées, au service de sociétés pacifiques, équitables et durables*", n'aura de sens que si nous joignons la parole aux actes.

Aujourd'hui, le partage des responsabilités s'impose. Et pour relever tous les défis auxquels nous sommes confrontés, nous devons commencer par rendre notre Organisation plus équitable et plus efficace en la dotant des ressources nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Pour cela, les réformes tant souhaitées, notamment au sein des principaux organes de l'ONU, et dont le retard crée un sentiment d'injustice et de frustration parmi les régions qui se sentent les moins représentées, doivent être concrètes, afin de retranscrire, au plus près et de la façon la plus équilibrée, la réalité géopolitique actuelle, notamment vis-à-vis du continent africain.

Sur ce plan, l'Union des Comores réitère son adhésion au Consensus d'EZULWINI, pour l'attribution d'au moins deux sièges permanents à l'Afrique, avec droit de véto.

C'est en ayant tous les mêmes chances de pouvoir investir dans les domaines de la Paix et de la Sécurité, de la Santé, de l'Education, de la Démocratie et de l'Etat de droit, que nous parviendrons à garantir un développement harmonieux de nos pays et à atteindre les ODD (Objectifs du Développement Durable), objectif fondateur de la nouvelle ère dans laquelle entre notre Organisation.

Par ailleurs, mon pays salue la pertinence des propositions du Secrétaire général, dans le cadre des réformes qu'il entreprend et qui refléteront mieux les priorités et les besoins des pays ainsi qu'un meilleur fonctionnement de notre institution.

En revanche, cette rationalisation ne doit, en aucun cas, diminuer la présence des Nations Unies sur le terrain. Aussi, il est important de souligner qu'il faudra rester vigilant à ce que le financement soit prévisible et que les pays les plus démunis, en particulier les Petits Etats Insulaires en Développement, n'aient pas à assumer une charge financière trop lourde.

**Madame la Présidente,  
Honorable Assistance,**

Je voudrais saluer l'initiative prise par notre Assemblée d'accorder une importance particulière, à l'examen des thèmes liés aux maladies telles que la tuberculose et les maladies non transmissibles.

Est-il besoin de rappeler que certaines de ces maladies ne sont plus l'apanage des pays les plus démunis, en ce sens qu'elles sont entrain de réapparaître dans les pays plus nantis ?

Eradiquées dans certains pays, épidémiques ou résurgentes dans d'autres, certaines se développent maintenant dans des formes multi résistantes. Parmi elles, la tuberculose, la lèpre et le paludisme sont en train de réapparaître dans certaines zones.

Nous devons renforcer l'action de l'OMS dans le monde et notamment par la mise à disposition de moyens conséquents.

Au niveau des pays, nous devons accorder une importance à ces problèmes et adopter des stratégies adaptées et efficaces de lutte contre ces maladies.

**Madame la Présidente,  
Honorable assistance,**

La situation au Moyen-Orient est extrêmement préoccupante. Le Yémen, la Syrie et la Palestine ont plus que jamais besoin du soutien indéfectible de nos nations.

A cet égard, je voudrais exprimer la profonde inquiétude de mon gouvernement, quant à la multiplication des mesures aléatoires prises ces derniers mois à l'encontre du peuple palestinien et dont les conséquences, non seulement, fragilisent significativement la stabilité de la région mais affaiblissent également l'effort collectif visant à une solution à deux Etats.

C'est pourquoi, l'Union des Comores réitère son soutien indéfectible au peuple Palestinien et demeure convaincue que toute solution viable à ce conflit doit passer par la création de deux Etats israélien et palestinien, vivant côte à côte, en toute sécurité, dans des frontières sûres et internationalement reconnues, sur la base de celles d'avant 1967, avec Jérusalem Est comme capitale de la Palestine.

Toutefois, notre inquiétude est d'autant plus fondée que malheureusement, nous constatons que la communauté internationale est devenue, peu à peu, spectatrice de ce processus de paix qui s'enlise dans un immobilisme persistant, susceptible de réduire les chances d'une résolution juste et durable.

Au vu des évènements et des prises de position récentes, les Etats membres se doivent d'effectuer un travail d'introspection afin de faire émerger un consensus visant à l'élaboration d'un nouveau mécanisme de médiation qui relancerait enfin le processus de paix.

A cet égard, je salue l'adoption, en décembre 2017, de la Résolution A/ES-10/L.22 appelant au respect du statut de Jérusalem, ainsi que de la Résolution A/ES-10/L.23, adoptée au mois de juin à la majorité des Etats membres, priant le Secrétaire général de présenter des propositions sur les moyens de garantir la sécurité, la protection et le bien-être de la population palestinienne, ainsi que des recommandations sur un mécanisme international de protection en faveur des civils palestiniens.

Dans le même ordre d'idées, permettez-moi d'attirer l'attention de tous, sur la situation difficile que continuent de vivre les Rohingyas. Cette population innocente fait l'objet d'attaques et de persécutions qui vont à l'encontre des valeurs portées par la Charte des Nations Unies.

Je voudrais à cet effet, lancer un appel solennel à cette auguste Assemblée, à prendre ses responsabilités afin de venir en aide à cette population en grand danger.

**Madame la Présidente,  
Honorable assistance,**

S'agissant de la question du Sahara occidental, tout en se félicitant de l'adoption, par le Conseil de sécurité des Nations Unies de la résolution 2414 qui appelle à la nécessité d'œuvrer pour parvenir à une solution politique pragmatique, réaliste et durable et qui demande aux Etats voisins à coopérer pleinement avec les Nations Unies, l'Union des Comores tient à exprimer ses remerciements au Secrétaire Général des Nations Unies et à son Envoyé Spécial, pour avoir su relancer le processus politique, sur la base des paramètres définis par le Conseil de Sécurité depuis 2007.

L'Union des Comores salue les efforts sérieux et crédibles du Royaume du Maroc, pour trouver une solution politique définitive, et apporte son appui à l'initiative marocaine d'Autonomie.

Mon pays se réjouit de l'adoption, par le Conseil de Sécurité de des Nations Unies, de la Résolution 2414 qui appelle à la nécessité d'œuvrer pour parvenir à une solution « politique, pragmatique, réaliste et durable ».

**Madame la Présidente,  
Honorable Assistance,**

Faire prospérer la paix et la sécurité internationales est un combat de tous les instants et le fruit de nombreuses concessions. Dans le contexte actuel, les risques de détonation nucléaire sont bien réels.

Nous avons le devoir de protéger les générations présentes et futures de ce danger que représente le recours à l'arme nucléaire.

Dans cette optique, bien que le Traité sur l'Interdiction des Armes Nucléaires ne fasse pas encore l'unanimité, il n'en demeure pas moins un outil qui reste nécessaire si nous voulons rester ambitieux et optimistes quant à l'avenir de la paix mondiale.

Nous devons de ce fait œuvrer pour une plus grande adhésion des pays à cet instrument juridique d'une importance capitale.

**Madame la Présidente,  
Honorable Assistance,**

La menace terroriste continue à prendre, elle aussi, de l'ampleur dans le monde et, aucun pays n'ait épargné.

En effet, il ne se passe pas une journée sans que des victimes soient enregistrées quelque part dans le monde, du fait de la folie de ces personnes malveillantes qui se servent des idéologies de toutes sortes, pour atteindre leurs fins extrémistes et commettre des actes d'une barbarie indicible.

Certains disent qu'ils agissent au nom de l'Islam. C'est archi-faux ! Mais de quel Islam parlent-ils? L'Islam, cette religion de paix et de tolérance ? Il est alors urgent de renforcer ensemble la mobilisation, notamment à travers les échanges d'informations et les transferts de compétences, pour pouvoir juguler efficacement cette menace.

A cet effet, des efforts soutenus doivent se poursuivre pour arriver à un langage consensuel commun qui, au-delà de définir les différents aspects du spectre du terrorisme, permettra la mise en place de processus de coopération et d'action visant à réduire la menace terroriste au niveau national, régional et mondial.

Ainsi, nous devons apporter un soutien au G5 Sahel, aux Forces Onusiennes et à la Force Barkhane pour combattre ensemble le terrorisme dans la zone du Sahel.

Comme il est tout aussi nécessaire de trouver rapidement et impérativement des solutions idoines aux nombreuses situations d'injustice qui persistent dans le monde, nous devons, en effet, privilégier les échanges et agir davantage dans le sens de la prévention.

Pourquoi ne pas s'impliquer davantage dans la recherche des voies et moyens de traiter les questions délicates comme celles de la migration avec humanité et célérité?

Sur ce plan, l'Union des Comores, à travers la coordination du Groupe Africain, a contribué aux négociations du document historique qui est le Pacte Mondial pour une migration sûre, ordonnée et régulière, premier document offrant une vision de 360 degrés sur la gouvernance des migrations et qui constitue le premier cadre normatif et réglementaire internationalement reconnu, dans le domaine de la gouvernance des migrations.

Ce pacte Mondial réitère nos engagements à lutter contre les causes socioéconomiques et les facteurs déterminants, notamment à travers la coopération internationale, l'obligation de protéger et promouvoir les droits humains des migrants et la lutte contre toutes les formes de racisme et de discrimination à l'égard des migrants.

Ce pacte prône, entre autres, une migration choisie et reconnaît la contribution positive des migrants et des diasporas au développement durable dans les pays d'origine, de transfert et de destination.

Je me réjouis des conclusions tirées pour une adoption finale en décembre à Marrakech au Maroc, et j'en appelle à une mise en œuvre robuste, basée sur la coopération et la solidarité internationale.

**Madame la Présidente,  
Honorable Assistance,**

Pour garantir un monde plus sûr, nous devrions, par ailleurs, prêter aussi une grande attention à la question du changement climatique qui ne cesse de prendre de l'ampleur, notamment dans les Petits Etats Insulaires en Développement dont fait partie mon pays, l'Union des Comores.

En effet, tout en contribuant à détruire l'écosystème et la biodiversité, le changement climatique risque également d'accentuer la pauvreté et les maladies diverses et entraîner la multiplication des migrations climatiques, mettant à mal notre avenir et celui des générations futures.

Non seulement nous devons prendre nos responsabilités en tant qu'individus, mais nous devons aussi agir en tant que collectivités, pays et entreprises, pour freiner l'évolution tragique qu'a pris le réchauffement climatique.

Et c'est là que la mise en œuvre des Accords de Paris devient fondamentale. Les récentes catastrophes naturelles qui viennent de s'abattre sur tous les continents, nous invitent à regarder la réalité en face, le changement climatique n'étant ni un fantasme ni une vue de l'esprit.

**Madame la Présidente,  
Honorable Assistance,**

Au chapitre national, des événements majeurs marquant un tournant décisif dans l'évolution socio-politique de mon pays ont été enregistrés cette année et méritent d'être portés à la connaissance de cette auguste assemblée.

En effet, comme je l'ai annoncé dans ma dernière intervention, ici à l'ONU, nous avons organisé en février 2018 des Assises Nationales sur le bilan des 42 ans d'indépendance de l'Union des Comores.

Cette initiative impulsée par la société civile a non seulement bénéficié de l'accompagnement du Gouvernement, mais aussi de l'appui multiforme des partenaires au développement et de nombreuses Organisations régionales et internationales dont l'Union Africaine, la Ligue des Etats Arabes, l'Organisation Internationale de la Francophonie et l'ONU.

Je tiens à renouveler mes sincères remerciements au Secrétaire Général des Nations Unies, pour avoir dépêché de hautes personnalités à l'ouverture et à la clôture de ces Assises

Les conclusions de ce forum national ont fait ressortir la nécessité de redéfinir et de redessiner un nouveau cadre institutionnel qui, tout en consolidant l'unité nationale, permettra de défricher la voie vers l'émergence des Comores à l'horizon 2030. C'est ainsi qu'un référendum a eu lieu le 30 juillet dernier et qu'une nouvelle Constitution a été adoptée.

Adhérent pleinement à ce processus de réformes voulu par le peuple comorien, j'ai décidé d'écourter mon mandat et d'organiser, en vertu de la nouvelle Constitution et des délais impartis, des élections régionales et nationales anticipées.

Dans cette perspective, je lance un appel solennel aux partenaires au développement et à tous les pays amis des Comores pour nous accompagner à réussir ce nouveau défi d'avenir. Je reste persuadé que, comme à l'accoutumé, votre précieux appui sera au rendez-vous pour que les scrutins à venir puissent se dérouler dans la paix, la concorde et la transparence.

**Madame la Présidente,  
Honorable assistance,**

S'agissant de l'île comorienne de Mayotte, des soulèvements populaires avaient conduit en mars dernier, les autorités de fait dans cette île à des expulsions massives des Comoriens des trois autres îles y résidant.

Les conditions de leur refoulement avaient obligé mon gouvernement à s'opposer à cette décision unilatérale, d'autant plus que bon nombre de ces personnes, sont des adolescents, devenus des enfants de la rue, depuis que leurs familles avaient été chassées de Mayotte dans les mêmes conditions que nous dénonçons aujourd'hui.

Ces enfants abandonnés comme je disais, depuis le refoulement de Mayotte de leurs parents, sans la moindre prise en charge, sont devenus, aujourd'hui, une réelle menace non seulement pour l'île mais aussi pour le reste de l'archipel, voire pour toute la région.

L'origine de l'incompréhension entre la France et l'Union des Comores vient de cette situation, à laquelle s'ajoute le choc ressenti par les Comoriens des trois autres îles, de voir les conditions difficiles de détention de leurs concitoyens à Mayotte.

Je voudrais dire ici l'attachement du gouvernement que je conduis au dialogue avec la France, pour régler tout ce qui nous oppose et tout ce qui pourrait nous opposer.

Nous sommes un pays paisible, par nature, malgré les multiples péripéties qui ont marqué notre histoire partagée. Nous avons des liens historiques et culturels avec la France.

C'est pour cette raison que nous sommes déterminés à évoluer dans le sens de trouver une issue heureuse et juste à ce problème.

Je voudrais, du haut de cette tribune, rendre un vibrant hommage au peuple comorien, dans son ensemble, pour l'unanimité qu'il a affichée et la solidarité manifestée, par rapport à la position du gouvernement, dans ce nouveau rebondissement de la question de Mayotte, résultat d'une diplomatie active, mesurée et efficace et qui a pris dûment compte de tous les paramètres liés à ce dossier.

Je salue l'engagement des Comoriennes et des Comoriens, au côté du gouvernement qui ne ménage aucun effort, pour qu'avec la France, nous parvenions à dénouer cette malheureuse situation, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies.

Pour clore ce chapitre, je fais confiance aux hautes autorités françaises, pour qu'ensemble, nous trouvions la solution durable à ce « contentieux tout à fait désagréable entre partenaires, pour reprendre les termes de feu le Président français François Mitterrand, et qui n'a que trop duré, pour deux pays que beaucoup de facteurs devraient réellement unir.

Sur cette question, comme sur les autres qui font l'objet de notre débat ici, Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement, notre responsabilité est d'apporter des réponses car, aussi bien dans l'Océan Indien, en Afrique que dans le monde entier, notre devoir est de léguer aux générations futures, un monde de paix, de stabilité et de développement durable. Je veux croire que nous en sommes capables.

Je vous remercie.